

Art. 13. De Regering bezorgt de Waalse Gewestraad jaarlijks een evaluatierapport over de uitvoering van dit decreet.

Art. 14. Wat het Waalse Gewest betreft, worden de hoofdstukken I en II van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 255 van 31 december 1983, de wet van 1 augustus 1985, het koninklijk besluit nr. 493 van 31 december 1986, de wet van 6 juli 1989 en het decreet van 3 juni 1993 opgeheven.

Art. 15. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1996.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 11 juli 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

F. 96 — 1802

[C — 27436]

**18 JUILLET 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon d'exécution du décret du 11 juillet 1996
relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 juillet 1996 relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 6 mai 1996;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 mai 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 mai 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu que les mesures d'exécution du décret qui produit ses effets le 1er juillet 1996 soient adoptées et communiquées aux intéressés, le plus rapidement possible, afin d'éviter une interruption dans l'octroi des subventions;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par le décret, le décret du 11 juillet 1996 relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand.

Art. 2. Les demandes d'intervention du Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi sont adressées à la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne ci-après dénommée "L'Administration", par le membre du Gouvernement wallon, la Communauté française ou la Communauté germanophone ci-après dénommé "le demandeur".

Le dossier joint aux demandes doit contenir notamment les renseignements suivants :

1° l'identification du demandeur et du service compétent pour gérer la subvention;

2° la liste des types d'emplois à créer, leur nombre et le montant de l'intervention sollicitée par type d'emploi;

3° l'indication de la législation ou de la réglementation en vigueur en vertu de laquelle ces emplois peuvent être subventionnés;

4° Le montant de la subvention effectivement payée par le demandeur pour les emplois de même nature et de même qualification que ceux pour lesquels l'intervention est sollicitée;

5° le décret approuvant le budget du demandeur, l'indication de l'article octroyant les subventions et le montant des subventions effectivement versées en vertu de cet article pendant chacune des trois dernières années.

L'Administration peut se faire fournir, par le demandeur, tout document nécessaire pour vérifier le respect des conditions prévues par/ou en vertu du décret.

Art. 3. Le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions fait connaître au demandeur ses observations éventuelles. Il lui soumet un projet de convention.

La durée de la convention ne peut être inférieure à un an ni supérieure à trois ans. La convention contient notamment :

1° la liste des types d'emplois dont la création est prévue, leur nombre ainsi que le montant maximum des interventions prévues;

2° l'engagement du demandeur de respecter l'obligation prévue à l'article 10 du décret;

3° l'obligation pour le demandeur d'envoyer le rapport visé à l'article 5.

Après concertation, le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions et le demandeur signent la convention établie en deux exemplaires destinés à chacune des parties.

Art. 4. Les interventions du Fonds sont liquidées par tranches semestrielles.

Toutefois, une avance peut être accordée, chaque trimestre, au demandeur.

L'avance, relative au premier trimestre est calculée en fonction du nombre et de la qualification des travailleurs qu'il est prévu d'occuper au cours de ce trimestre.

Les avances relatives à chacun des trimestres suivants sont calculées en fonction du nombre et de la qualification des travailleurs qu'il est prévu d'occuper au cours du trimestre concerné et en fonction du nombre de travailleurs effectivement occupés au cours du trimestre précédent.

Les sommes sont versées au compte du demandeur.

Art. 5. Le demandeur transmet chaque semestre à l'Administration un rapport sur l'utilisation de l'intervention du Fonds.

Ce rapport contient notamment :

— des précisions sur le ou les lieux d'exécution des activités;

— la liste des emplois par employeur;

— la preuve que ces emplois sont occupés par des chômeurs visés à l'article 6 du décret et que l'employeur a satisfait aux obligations imposées par/ou en vertu du décret et par la convention.

Art. 6. Le demandeur transmet à l'Administration chaque année, avant le 1er juin, pour l'année précédente, les renseignements et documents prévus par l'arrêté royal du 31 mai 1991 déterminant les modalités de preuve à fournir par les Régions pour bénéficier de l'intervention financière visée à l'article 6, § 1er, IX, 2°, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Art. 7. L'Administration peut se faire fournir par le demandeur tout document nécessaire pour vérifier l'affectation de l'intervention du Fonds prévue par/ou en vertu du décret.

Art. 8. Sans préjudice des devoirs qui incombent aux officiers de police judiciaire, les agents de l'Administration désignés à cette fin surveillent et contrôlent l'exécution du décret et du présent arrêté. Ils ont le droit de donner des avertissements, de fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle et de dresser des procès-verbaux.

Art. 9. En application de l'article 8, alinéa 2, du décret, le coût annuel moyen d'un chômeur complet indemnisé s'élève à 750 000 francs.

Art. 10. En cas de non-respect de la convention ou des dispositions prévues par/ou en vertu du décret, le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions peut mettre fin au paiement de l'intervention.

La fin du paiement de l'intervention ne peut porter atteinte aux droits du travailleur qui résultent des contrats de travail conclus en vertu de l'article 9, 4°, du décret.

Art. 11. Sont abrogés :

1° en ce qui concerne la Région wallonne, l'arrêté royal du 3 avril 1982 pris en exécution de l'article 12, alinéa 1er, de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand modifié par l'arrêté royal du 18 mai 1983 et par l'arrêté royal du 1er octobre 1987;

2° en ce qui concerne la Région wallonne, l'arrêté royal du 16 février 1987 d'exécution de l'article 2, § 3, de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 janvier 1994 d'exécution de l'article 6, alinéa 3, de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 1er juillet 1996.

Namur, le 18 juillet 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine
R. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

ÜBERSETZUNG

D. 96 — 1602

[C — 27436]

18. JULI 1996 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Durchführung des Dekrets vom 11. Juli 1996 über den zwischendepartementalen Haushaltsfonds zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor

Aufgrund des Dekrets vom 11. Juli 1996 über den zwischendepartementalen Haushaltsfonds zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor;

Aufgrund des am 6. Mai 1996 abgegebenen Gutachtens des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region;

Aufgrund des am 13. Mai 1996 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 21. Mai 1996 erteilten Zustimmung des Haushaltsministers;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß zur Durchführung des am 1. Juli 1996 in Kraft tretenden Dekrets Maßnahmen zu verabschieden sind, die den Betroffenen so schnell wie möglich mitzuteilen sind, um eine Unterbrechung in der Gewährung der Zuschüsse zu vermeiden;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gilt als Dekret das Dekret vom 11. Juli 1996 über den zwischendepartmentalen Haushaltsfonds zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor.

Art. 2 - Die Anträge auf eine Intervention des zwischendepartmentalen Haushaltsfonds zur Förderung der Beschäftigung sind durch das Mitglied der Regierung, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft, nachstehend "der Antragsteller" genannt, an die Generaldirektion der Wirtschaft und der Beschäftigung des Ministeriums der Wallonischen Region, nachstehend "die Verwaltung" genannt, zu richten.

Die dem Antrag beizufügende Akte beinhaltet u.a. folgende Informationen:

- 1° die Identität des Antragstellers und der für die Verwaltung des Zuschusses zuständigen Dienststelle;
- 2° die Art der zu schaffenden Arbeitsplätze, ihre Anzahl und der Betrag des Zuschusses, der für jede Art von Arbeitsplatz beantragt wird;
- 3° die Anführung der geltenden Gesetzgebung oder Regelung, aufgrund der diese Arbeitsplätze bezuschußt werden können;
- 4° der Betrag des effektiv durch den Antragsteller gezahlten Zuschusses für Arbeitsplätze deren Art und Qualifikations-Anforderungen, jenen entsprechen, für die eine Intervention beantragt wird;
- 5° das Dekret zur Genehmigung des Haushalts des Antragstellers, den Verweis auf den Artikel, durch den Zuschüsse gewährt werden und der Betrag der gemäß diesem Artikel während jedes der drei letzten Jahre effektiv gezahlten Zuschüsse.

Die Verwaltung ist berechtigt, von dem Antragsteller jegliches Schriftstück anzufordern, das zur Überprüfung der Beachtung der durch oder gemäß diesem Dekret vorgesehenen Bedingungen notwendig ist.

Art. 3 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, teilt dem Antragsteller seine eventuellen Bemerkungen mit. Er unterbreitet ihm einen Abkommensentwurf.

Die Dauer des Abkommens darf nicht weniger als ein Jahr und nicht mehr als drei Jahre betragen. Dieses Abkommen beinhaltet u.a.:

- 1° die Listen der Arbeitsplatzarten, deren Schaffung geplant ist, ihre Anzahl sowie der Höchstbetrag der vorgesehenen Interventionen;
- 2° das Versprechen des Antragstellers, die in Artikel 10 des Dekrets angeführte Verpflichtung zu beachten;
- 3° die Verpflichtung des Antragstellers, den in Artikel 5 angeführten Bericht zu übermitteln.

Im Anschluß an eine Konzertierung unterzeichnen der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, und der Antragsteller das in zweifacher Ausführung ausgefertigte Abkommen, von dem jede Partei ein Exemplar erhält.

Art. 4 - Die Interventionen des Fonds werden halbjährlich in Teilbeträgen ausgezahlt. Jedes Trimester kann dem Antragsteller jedoch ein Vorschuß gewährt werden. Der Vorschuß des ersten Trimesters wird auf der Grundlage der Anzahl und der Qualifikation der Arbeiter berechnet, deren Beschäftigung während des betreffenden Trimesters vorgesehen ist. Die Vorschüsse für die darauffolgenden Trimester werden auf der Grundlage der Anzahl und der Qualifikation der Arbeiter berechnet, deren Beschäftigung während der betreffenden Trimester vorgesehen ist und auf der Grundlage der Anzahl Arbeiter, die während des vorangegangenen Trimesters effektiv beschäftigt wurden.

Die Beträge werden auf das Konto des Antragstellers überwiesen.

Art. 5 - Der Antragsteller übermittelt der Verwaltung halbjährlich einen Bericht über den Nutzung der Intervention des Fonds.

Dieser Bericht beinhaltet u.a.:

- Angaben über den oder die Ort(e) der Ausübung der Aktivität;
- die Liste der Arbeitsplätze pro Arbeitgeber;
- den Beweis, daß diese Arbeitsplätze durch in Artikel 6 des Dekrets angeführte Arbeitslose besetzt werden, und daß der Arbeitgeber die durch oder gemäß des Dekrets und durch das Abkommen festgelegten Bedingungen erfüllt.

Art. 6 - Der Antragsteller übermittelt der Verwaltung jedes Jahr vor dem 1. Juni für das vorangegangene Jahr die Informationen und Dokumente, die durch den Königlichen Erlaß vom 31. Mai 1991 zur Festlegung der Beweismöglichkeiten, die von den Regionen zu erbringen sind, um in den Genuß der in Artikel 6, § 1, IX, 2°, Absatz 2, des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen vorgesehenen finanziellen Intervention zu gelangen, festgelegt wurden.

Art. 7 - Die Verwaltung ist berechtigt, von dem Antragsteller jegliches Schriftstück anzufordern, das zur Überprüfung der Aufwendung der durch oder gemäß diesem Dekret vorgesehenen Intervention des Fonds notwendig ist.

Art. 8 - Unbeschadet der den Offizieren der Gerichtspolizei zukommenden Aufgaben, überwachen und überprüfen die zu diesem Zweck ernannten Beamten der Verwaltung die Durchführung des Dekrets und des vorliegenden Erlasses. Sie sind berechtigt, Verwarnungen auszusprechen und dem Zuwiderhandelnden eine Frist aufzuerlegen, um ihm zu ermöglichen seine Sachlage zu regularisieren. Sie sind ebenfalls berechtigt, zu protokollieren.

Art. 9 - In Anwendung von Artikel 8, Absatz 2, des Dekrets belaufen sich die durchschnittlichen Jahreskosten pro entschädigter Vollzeitbeschäftigter auf 750 000 BEF.

Art. 10 - Im Falle einer Mißachtung des Abkommens oder der durch oder gemäß dem Dekret vorgesehenen Bestimmungen ist der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Beschäftigung gehört, berechtigt, die Zahlung der Intervention einzustellen.

Die Einstellung der Zahlung darf jedoch nicht gegen die Rechte des Arbeiters verstoßen, die aus den gemäß Artikel 9, 4°, des Dekrets abgeschlossenen Arbeitsverträgen entstehen.

Art. 11 - Werden aufgehoben:

1° für die Wallonische Region, der in Durchführung von Artikel 12, Absatz 1, des Königlichen Erlasses Nr. 25 vom 24. März 1982 zur Schaffung eines Programms zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor, abgeändert durch den Königlichen Erlaß vom 18. Mai 1983 und den Königlichen Erlaß vom 1. Oktober 1987, verabschiedete Königlichen Erlaß vom 3. April 1982;

2° für die Wallonische Region, der Königlichen Erlaß vom 16. Februar 1987 zur Durchführung von Artikel 2, § 3, des Königlichen Erlasses Nr. 25 vom 24. März 1982 zur Schaffung eines Programms zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor;

3° der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 27. Januar 1994 zur Durchführung von Artikel 6, Absatz 3, des Königlichen Erlasses Nr. 25 vom 24. März 1982 zur Schaffung eines Programms zur Förderung der Beschäftigung im nichtkommerziellen Sektor.

Art. 12 - Das vorliegende Dekret wird am 1. Juli 1996 wirksam.
Námur, den 18. Juli 1996.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe
R. COLLIGNON

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 98 — 1602

[C — 27436]

**18 JULI 1996. — Besluit van de Waalse Regering
tot uitvoering van het decreet van 11 juli 1996 betreffende het interdepartementaal begrotingsfonds
ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 juli 1996 betreffende het interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), uitgebracht op 13 mei 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 21 mei 1996;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de maatregelen voor de uitvoering van het decreet, dat uitwerking heeft met ingang van 1 juli 1996, zo spoedig mogelijk moeten worden getroffen en ter kennis van de betrokkenen gebracht om een onderbreking in de toekenning van de subsidies te voorkomen;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder decreet het decreet van 11 juli 1996 betreffende het interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector.

Art. 2. De aanvragen om tegemoetkoming van het interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid worden door het lid van de Waalse Regering, de Franse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap, hierna "aanvrager" genoemd, ingediend bij de "Direction générale de l'Economie et de l'Emploi" (Algemene Directie Economie en Tewerkstelling) van het Ministerie van het Waalse Gewest, hierna "het Bestuur" genoemd.

Het bij de aanvragen gevoegde dossier moet volgende gegevens bevatten :

1° de identiteit van de aanvrager en van de voor het beheer van de subsidie bevoegde dienst;

2° een lijst van het type en het aantal te scheppen arbeidsplaatsen, het bedrag van de aangevraagde tegemoetkoming per type arbeidsplaats;

3° de vigerende wet of reglementering op grond waarvan de arbeidsplaatsen in aanmerking komen voor een subsidie;

4° het bedrag van de door de aanvrager werkelijk betaalde subsidie voor gelijkaardige arbeidsplaatsen waarvoor dezelfde kwalificatie is vereist als die waarvoor de tegemoetkoming wordt aangevraagd;

5° het decreet tot goedkeuring van de begroting van de aanvrager, het artikel op grond waarvan subsidies worden verleend en het bedrag van de subsidies die de laatste drie jaren krachtens dit artikel telkens werkelijk gestort werden. Het Bestuur kan de aanvrager om elk nuttig document verzoeken om te kunnen nagaan of de bij of krachtens het decreet bepaalde voorwaarden vervuld zijn.

Art. 3. De Minister van Tewerkstelling deelt zijn eventuele opmerkingen mee aan de aanvrager. Hij legt hem een ontwerp van overeenkomst voor. De overeenkomst mag niet minder dan één jaar en niet meer dan drie jaar duren. Zij bevat :

1° de lijst van het type en het aantal geplande arbeidsplaatsen, het maximumbedrag van de geplande tegemoetkomingen;

2° de verbintenis van de aanvrager waarbij hij de in artikel 10 van het decreet bedoelde verplichting zal nakomen;

3° de verplichting voor de aanvrager het in artikel 5 bedoelde verslag toe te zenden.

Na overleg ondertekenen de Minister van Tewerkstelling en de aanvrager de in tweevoud opgemaakte overeenkomst waarvan elke partij een exemplaar krijgt.

Art. 4. De tegemoetkomingen van het Fonds worden in halfjaarlijkse tranches uitbetaald. Ieder kwartaal kan echter een voorschot aan de aanvrager worden toegekend. Het voorschot voor het eerste kwartaal wordt berekend op grond van het aantal werknemers die tijdens dit kwartaal zullen worden tewerkgesteld, en van hun kwalificatie.

De voorschotten voor elk van de volgende kwartalen worden berekend op grond van het aantal werknemers die tijdens het betrokken kwartaal zullen worden tewerkgesteld, en van hun kwalificatie, alsmede op grond van het aantal werknemers die tijdens het vorige kwartaal werkelijk zijn tewerkgesteld.

De sommen worden op de rekening van de aanvrager gestort.

Art. 5. De aanvrager bezorgt het Bestuur halfjaarlijks een verslag over de aanwending van de tegemoetkoming van het Fonds.

Dit verslag bevat o.a. :

- nadere gegevens over de plaats(en) waar de activiteiten worden verricht;
- de lijst van de arbeidsplaatsen per werkgever;
- het bewijs dat de arbeidsplaatsen ingenomen zijn door werklozen bedoeld in artikel 6 van het decreet en dat de werkgever de bij of krachtens het decreet en bij de overeenkomst opgelegde verplichtingen is nagekomen.

Art. 6. De aanvrager bezorgt het Bestuur jaarlijks vóór 1 juni de gegevens en documenten m.b.t. het jaar tevoren waarvan sprake in het koninklijk besluit van 31 mei 1991 tot vaststelling van de wijze waarop de Gewesten de bewijzen moeten leveren om de financiële tegemoetkoming te verkrijgen, bedoeld in artikel 6, § 1, IX, 2°, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 7. Het Bestuur kan de aanvrager verzoeken om elk document dat nuttig is voor het toezicht op de aanwending van de bij of krachtens het decreet bepaalde tegemoetkoming van het Fonds.

Art. 8. Onverminderd de opdrachten van de officieren van de gerechtelijke politie houden de daartoe aangewezen ambtenaren van het Bestuur toezicht en controle op de uitvoering van het decreet en van dit besluit. Ze hebben het recht waarschuwingen te richten, de overtreder een termijn te geven om orde op zaken te stellen, en processen-verbaal op te maken.

Art. 9. Overeenkomstig artikel 8, tweede lid, van het decreet, bedragen de gemiddelde jaarlijkse kosten per volledig uitkeringsgerechtigde werkloze 750 000 frank.

Art. 10. Bij niet naleving van de overeenkomst of de voorschriften die bij of krachtens het decreet zijn opgelegd, kan de Minister van Tewerkstelling een einde maken aan de betaling van de tegemoetkoming.

De stopzetting van de betaling van de tegemoetkoming mag geen afbreuk doen aan de rechten van de werknemer die uit de krachtens artikel 9, 4°, van het decreet gesloten arbeidsovereenkomsten voortvloeien.

Art. 11. Opgeheven worden :

1° wat het Waalse Gewest betreft, het koninklijk besluit van 3 april 1982 tot uitvoering van artikel 12, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 mei 1983 en het koninklijk besluit van 1 oktober 1987;

2° wat het Waalse Gewest betreft, het koninklijk besluit van 16 februari 1987 tot uitvoering van artikel 2, § 3, van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

3° het besluit van de Waalse Regering van 27 januari 1994 tot uitvoering van artikel 6, derde lid, van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 1996.

Namen, 18 juli 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 96 — 1603

[S - C - 31229]

13 JUNI 1996. — Ordonnantie tot regeling van de eigendomsoverdracht van het industriepark "Da Vinci" op het grondgebied van Brussel-stad en van Evere van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest naar de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Brussel (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest draagt aan de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor Brussel de volle eigendom over van de hierna vermelde industriezone :

Gemeente Evere :

2e afdeling Evere :

Sectie B, 1 T (2 ha 69 a 78 ca); 19 S (1 ha 14 a 50 ca); 19 T (52 a 5 ca); 19 G (95 a 85 ca); 37 B (1 ha 30 a); 37 H (1 ha 38 ca); 37 N (10 a 18 ca); 37 F (58 a 48 ca); 37 M (1 ha 57 a 75 ca); 37 E (22 a 99 ca); 37 L (1 ha 8 a 41 ca); 37 K (64 a 73 ca); 62 D (84 a 94 ca); 48 M (1 ha 14 a 57 ca); 19 P (45 a 89 ca); 19/2 (8 a 41 ca); 9 D (1 ha 12 a 60 ca) voor een totale oppervlakte van 15 ha 51 a 51 ca.

(1) Gewone zitting 1995-1996

Documenten van de Raad. — Ontwerp van ordonnantie : nr. A-52/1. — Verslag : nr. A-52/2.

Volledig verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 15 mei 1996.

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 96 — 1603

[S - C - 31229]

13 JUIN 1996. — Ordonnance organisant le transfert de la propriété du parc scientifique "Da Vinci" sur les territoires de Bruxelles-ville et d'Evere de la Région de Bruxelles-Capitale à la Société de Développement régional de Bruxelles (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La Région de Bruxelles-Capitale transfère à la Société de Développement Régional de Bruxelles la pleine propriété du zoning industriel cité ci-après :

Commune d'Evere :

2e division Evere :

Sectie B, 1 T (2 ha 69 a 78 ca); 19 S (1 ha 14 a 50 ca); 19 T (52 a 5 ca); 19 G (95 a 85 ca); 37 B (1 ha 30 a); 37 H (1 ha 38 ca); 37 N (10 a 18 ca); 37 F (58 a 48 ca); 37 M (1 ha 57 a 75 ca); 37 E (22 a 99 ca); 37 L (1 ha 8 a 41 ca); 37 K (64 a 73 ca); 62 D (84 a 94 ca); 48 M (1 ha 14 a 57 ca); 19 P (45 a 89 ca); 19/2 (8 a 41 ca); 9 D (1 ha 12 a 60 ca) pour une superficie totale de 15 ha 51 a 51 ca.

(1) Session ordinaire 1995-1996.

Documents du Conseil. — Projet d'ordonnance : n° A-52/1. — Rapport : n° A-52/2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 15 mai 1996.